

un criminel en partant. Il était obligé d'aller déposer son argent et le gouvernement le lui rendait s'il le voulait bien.

Actuellement, c'est un système d'arbitrage que nous voulons. Tout le monde est sur le même pied, incluant le gouvernement vis-à-vis du contribuable.

Alors, si l'opposition n'a pas saisi l'importance de cette disposition, elle a raté une belle occasion de s'instruire. Et je référerais les députés de l'opposition au texte de loi pour voir comment nous sommes actuellement à jour dans nos mesures.

• (1620)

M. Tardif: Monsieur le Président, si mon collègue de LaSalle (M. Lanthier) sait lire, je lui soumettrai qu'il ne sait pas répondre quand il n'a pas de texte, parce qu'il ne répond pas carrément à la question. Je comprends que son exposé, et je suis même disposé à accepter et à admettre qu'au niveau de la paperasse il peut y avoir quelques petites améliorations, je suis prêt à lui concéder cela, mais je dirai, monsieur le Président, et c'est là l'objet de ma question, que, quand on va chercher par le biais de taxes, des montants additionnels entre les mains des personnes qui gagnent entre \$10,000 et \$20,000, que ce soit sur du papier rose ou sur du papier bleu, ce qui fait mal, c'est le montant qu'on vient chercher, peu importe la façon dont on s'y prend pour ce faire.

Quand on vient de l'entreprise privée et qu'on est un haut salarié, \$100,000 ou plus, on peut peut-être attacher une importance à la façon dont c'est cotisé, dont c'est réclamé, dont c'est sollicité, mais je rappellerai à mon collègue de LaSalle que lorsqu'on gagne \$15,000, \$16,000, \$17,000, la forme a peu d'importance, ce qui est important, c'est ce que cela coûte, et comment, et c'est là que je reviens à ma question principale: Comment conciliez-vous le fait que vous allez chercher 15 milliards de dollars chez de petits et moyens Canadiens pour les redistribuer entre les mains d'environ quelques milliers de Canadiens très bien nantis, très en mesure de faire leur part dans la situation qui existe actuellement au Canada?

M. Lanthier: Monsieur le Président, le but premier du dernier Budget, c'est de remettre le Canadien au travail. Cet équilibre de taxes, disons, que l'on veut évoquer ici, ce n'est pas le but, le but, nous, ce n'est pas d'équilibrer le budget immédiatement avec une taxe additionnelle, on a vu que cela va certainement aider le budget, mais ce n'est pas la mesure qui va équilibrer le budget, la preuve c'est qu'on a encore un déficit. Il s'agit d'arrêter cette croissance de ce déficit. Notre but à nous, ce n'est pas de compenser la croissance du déficit en collectant plus de taxes et en allant mettre cela dans le déficit, c'est de remettre le monde au travail, et nous avons réussi cette façon-là indépendamment des remarques alléguées. La baisse du taux de chômage, le contrôle de l'inflation, la vigueur de notre dollar, la baisse des taux d'intérêt, tout cela est un résultat direct de la prise de conscience de nos Canadiens, du gouvernement le 4 septembre, date mémorable, et ensuite nous avons répondu, on n'a pas pris le moment du budget.

Les grandes méthodes de redressement de l'économie ont commencé le 4 septembre 1984 et ont été confirmées par nos

actions directes au mois de novembre. Le budget est venu entériner ces mesures du mois de novembre dernier. Alors, quand on dit que c'est la baisse... cela prend six mois au moins avant que nous n'ayons une baisse, les six mois certainement, vous regarderez six mois après le mois de novembre, on avait déjà commencé à sentir cette baisse dans les taux d'intérêt, on avait déjà commencé à sentir cette baisse du chômage. Soyez assurés, on nous a dit: vous viendrez nous voir dans un an. Mais je prends rendez-vous dans un an, monsieur le Président. A ce moment-là, nous aurons deux façons: nous aurons le mois de novembre... qui sera en pleine vigueur ainsi que nos mesures budgétaires qui déjà commencent à montrer des signes très évidents puisque notre reprise est meilleure que celle des États-Unis.

On ne se référera pas aux États-Unis maintenant, on ne se rejette plus sur les États-Unis, il n'y a pas de question, les États-Unis, c'est notre premier client, mais je peux vous assurer que notre économie est actuellement saine, monsieur le Président, et c'est dû simplement à nos mesures budgétaires et à nos mesures de redressement de ce déficit malencontreux que vous vous avez laissé en héritage. Il est sous contrôle, je veux rassurer tous les Canadiens.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Redway): La période réservée aux questions et observations est maintenant écoulée.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, nous étudions aujourd'hui un ensemble de propositions visant à mettre en œuvre certaines des mesures économiques et financières contenues dans le budget que le ministre des Finances (M. Wilson) a présenté en mai dernier. Pendant les mois précédant les élections, les conservateurs ont promis aux Canadiens que s'ils étaient élus, ils maintiendraient et même amélioreraient les services offerts aux Canadiens, et créeraient des dizaines de milliers d'emplois tout en réduisant le déficit du gouvernement fédéral, lequel, disaient-ils, était plus élevé que ce que nous pouvions nous permettre.

Une fois élus, ils se sont vite rendu compte qu'il leur était impossible de remplir leur promesse d'assurer et même d'améliorer les services tout en réduisant le déficit à moins d'une forte croissance économique. Ils nous ont au contraire saisis d'une série de mesures visant à réduire les services, notamment des programmes comme celui des pensions de vieillesse que le premier ministre (M. Mulroney) avait dit considérer comme un droit sacré, promettant de ne pas y toucher. Le gouvernement n'a fini par renoncer à y effectuer des coupures que lorsqu'il s'est trouvé confronté à l'opposition unanime des personnes âgées et de leur famille.

Le gouvernement a par ailleurs l'intention de s'en prendre aux allocations familiales. Il propose également des réductions de services dans des domaines tels la foresterie, la recherche scientifique et les parcs nationaux. Maintenant qu'il est au pouvoir, le gouvernement a compris qu'il est impossible de maintenir les services tout en réduisant le déficit au moment où le pays compte près d'un million et demi de chômeurs.